

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

DECEMBRE 1967

UNE DE PLUS

La mode syndicale reste inchangée cette année encore: c'est mini-grève sur toute la ligne. On l'a encore vu récemment dans le métro où une grève ne fut lancée que sur une seule ligne et pour 24 heures. De même, dans les dépôts d'autobus qui cessent le travail à tour de rôle. Enfin, la semaine dernière nous avons connu la journée du 13, après avoir subi en mai celle du 17, anniversaire d'une autre du même type en 1966. Rappelez-vous; le 17 mai il s'agissait, paraît-il, de lutter contre les pouvoirs spéciaux. Alors que les syndicats n'ont pas levé le petit doigt pour étendre les grandes grèves de Bordeaux, Lyon et Saint-Nazaire, alors que tous les travailleurs ont les mêmes revendications: augmenter leurs salaires et résister aux licenciements, 2 mois après, lorsque toutes les luttes ont cessé, abandonnées à elles-mêmes, on lance la grève-anniversaire. Ce qui était impossible 2 mois plus tôt, devient miraculeusement impératif pour 24 heures. C'est que les vacances approchent et il ne faut pas laisser les troupes se débâter sur une mauvaise impression. Ce sera la grande victoire du 17 mai, célébrée en termes poignants par toutes les boutiques syndicales.

Le gouvernement et les patrons, décidément rassurés sur l'efficacité de cette tactique géniale que les années n'ont pas émoussée, profitent des vacances pour mettre leurs projets à exécution. La Sécurité Sociale est réorganisée, ce qui correspond à une véritable diminution de salaire que l'on peut chiffrer, comme nous l'indiquions dans notre numéro de septembre-octobre, à près de 150 ou 200 francs pour chaque travailleur.

Cette fois, l'attaque étant brutale et généralisée à tous les travailleurs, on ne peut pas se laisser voler sans réagir. Les bonzes l'avaient crié sur les toits: si on touche à la Sécurité Sociale, la riposte sera générale et immédiate. Les naïfs qui y ont peut être cru doivent être déçus maintenant. Pendant des semaines, les syndicats ont bavassé, fait signer des pétitions, organisé des comités-bidons, écrit aux députés, sénateurs, conseillers généraux, tout ce remue-ménage ayant pour but de préparer la puissante riposte. Mais dans le même temps, chaque boutique syndicale nommait ses représentants aux nouveaux conseils des différentes caisses de la Sécurité Sociale, préservant ainsi sa part du gâteau. Cela, ils ne s'en sont pas vanté, car il aurait été difficile d'expliquer aux travailleurs pourquoi on nommerait des représentants à des organismes nouveaux que, d'un autre côté, on s'efforcerait soi-disant de démolir.

.../...

Les mois ont passé, le temps de laisser la combativité ouvrière se calmer un peu, car les exemples récents au Mans et à Mulhouse le prouvent, les travailleurs étaient prêts à se battre. Mais cette fois encore la montagne a accouché d'une souris. La puissante riposte (4 mois après) ce fut la journée du 13 où chaque syndicat régional était laissé libre de choisir la forme de lutte qui lui convenait. Aucune revendication capable de galvaniser les travailleurs, comme par exemple une augmentation uniforme pour tous, ne fut mise en avant; simplement, il paraît qu'on a voulu intimider le gouvernement, qu'il s'agit encore d'une étape comme le 17 mai. De qui se moque-t-on? Cela fait des années que l'on nous serine ce refrain, comme si une grève de 24 ou 48 heures pouvait gêner le gouvernement et les patrons. C'est vraiment nous prendre pour des imbéciles.

En 1953, lorsque le gouvernement LANIEL, lui aussi investi des pouvoirs spéciaux, voulut reculer l'âge de la retraite des fonctionnaires, en pleines grandes vacances (DE GAULLE n'a décidément rien inventé) la riposte des travailleurs fut immédiate et puissante. En plein mois d'août, la grève illimitée des services publics, Postes, S.N.C.F., R.A.T.P., 4 millions de travailleurs, paralyse le pays. Après 3 semaines, le gouvernement dut céder et LANIEL alla se rhabiller.

Mais qui donc avait lancé un mouvement aussi rapidement? Les syndicats? Non bien sûr; ils ne sont pas là pour ça. Ce sont les travailleurs eux-mêmes, les postiers de Bordeaux qui spontanément s'organisèrent en comité de grève, étendirent le mouvement que les directions syndicales furent bien obligées de suivre.

Il ne faut pas se leurrer. Tant que les travailleurs remettront le soin de les défendre aux bonzes syndicaux, ils peuvent s'attendre à beaucoup d'autres mini-grèves comme celle du 13, avec le même résultat que cette dernière. Par contre, s'ils veulent lutter efficacement, alors ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Fatalité...ou pagaille capitaliste?

20 morts et 18 blessés, tel est le bilan de l'écroulement d'un immeuble en construction boulevard Lefebvre, le 14 janvier 1964. Près de quatre ans après les faits - la justice bourgeoise n'est pas pressée - la 16ème Chambre Correctionnelle s'efforce d'éclaircir les causes de la catastrophe. Sans trop insister, bien sûr, car la plupart des inculpés appartiennent au meilleur monde - architectes, ingénieurs, administrateurs de sociétés etc...

Tous ces messieurs sont unanimes: l'écroulement, ils n'y sont pour rien, c'est la faute à la fatalité. D'ailleurs, avaient-ils seulement la responsabilité des travaux? On pourrait se le demander à entendre M. MICHON, membre important du comité de direction du chantier ("Nous entrons là dans le domaine des techniques particulières, qui n'étaient pas de mon ressort")

.../...

ou M. TOURRY, architecte de groupe ("L'architecte ne connaît pas les conditions édictées à l'adjudicataire; il ne connaît pas davantage le personnel des entreprises... Les architectes n'ont aucune obligation de présence permanente sur les chantiers").

Les obligations de ces grands dirigeants semblent, en effet, avoir été assez légères. Le chef d'équipe des charpentiers n'a fait la connaissance des architectes... que lors de l'instruction de l'affaire. Quant à M. MICHON, déjà nommé, s'il venait souvent sur le chantier au début, il s'est fait plutôt rare par la suite. Un tel passait "au moins une fois par semaine, assez rapidement"; tel autre venait plus rarement "mais montait dans le bâtiment"; tel autre encore venait rarement "mais était toujours très cordial". A se demander vraiment en échange de quelles prestations tout ce gratin touchait des traitements somptueux qui ne devaient pas manquer, eux, de tomber très régulièrement dans sa poche.

Soyons certains, cependant, que tout cet argent était fort bien gagné. Quel était, en effet, le rôle des architectes? M. TOURRY ne s'y trompe pas: "Il consiste à voir si les travaux se déroulent dans le temps, comme cela a été prévu au plan de travail... L'architecte intervient seulement pour s'assurer qu'il n'y a pas de temps morts, que les équipes différentes ne viendront pas se bousculer". L'idée revient à travers toutes les dépositions. La fonction du comité de direction? Elle consiste, dit l'éternel M. MICHON "à régler la succession des interventions respectives pour éviter toute perte de temps et assurer le respect des délais impartis". Le chef d'équipe, auteur de l'erreur matérielle qui semble avoir provoqué la catastrophe, dépendait-il ou non du conducteur des travaux? "Dans une certaine mesure, c'est-à-dire pour le respect des dates de levée des portiques; mais M. LEOPOLDES n'avait rien à voir dans la façon dont se pratiquaient ces levages".

Cette petite phrase résume à elle toute seule les principes sur lesquels s'appuie l'organisation du travail en régime capitaliste. En haut, des dirigeants, chefs et chefaillons de toutes les pointures, qui n'ont rien à voir avec le travail, ou n'y connaissent rien, ou ne veulent rien y connaître, ou ne se donnent même pas la peine d'être présents. L'oeil rivé sur leurs tableaux de planning, seuls les préoccupent les sacro-saints délais qui déterminent le niveau du profit, les temps morts pendant lesquels le travailleur coûte et ne rapporte rien aux capitalistes. Le procédé de montage utilisé (dit self-lift) était délicat et dangereux? Qu'importe, puisque la méthode traditionnelle aurait pris beaucoup plus de temps. On n'avait pas procédé aux études de résistance nécessaires, on avait omis les contrôles indispensables? Pour quoi faire, puisqu'on avait désigné comme chef d'équipe un fonceur, un homme énergique et à poigne, à qui son patron n'avait pas besoin de dire d'aller vite car "de toute façon, il sait que je vais vite".

Ce chef d'équipe des charpentiers a droit à la considération distinguée du président du tribunal. En effet, bien que "sortant de l'école primaire", il s'est élevé, paraît-il, "par son caractère et ses capacités". Autrement dit, par sa souplesse d'échine vis-à-vis des patrons et sa dureté vis-à-vis des travailleurs placés sous ses ordres. En récompense, voilà que ses patrons essaient maintenant de lui faire endosser toute la responsabilité du désastre. C'est lui le pelé, le galeux, qui avait fait démonter les contreventements dont l'absence, selon certains experts, aurait provoqué l'effondrement de la charpente. Mais c'est, apparemment, qu'il n'y avait personne pour lui dire qu'il commettait une erreur? Certainement pas parmi ses supérieurs. Mais peut-être le chef de chantier maçon, qui avait remarqué quelque

.../...

chose d'anormal, aurait-il pu le renseigner? Allons donc, "il n'avait pas compris le procédé" explique l'inénarrable M. MICHON, qui n'a que mépris pour cet homme "sans formation technique préalable, qui n'est pas allé à l'école". Et de toute façon, le contact entre les diverses équipes dépendait surtout des rapports personnels entre leurs chefs, et il se trouve que celui qui est inculpé aujourd'hui avait un caractère difficile. Si donc certains ouvriers ont eu des inquiétudes sur la stabilité de l'ouvrage, ils n'ont pu les exprimer qu'après son écroulement - à condition, bien sûr, d'y avoir survécu.

Car la base du capitalisme, c'est cela: des travailleurs divisés en catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories, étiquetés charpentiers ou maçons, dressés les uns contre les autres à coups d'avantages dérisoires et de microscopiques différences de salaire, au point que la coopération la plus élémentaire finit par poser des problèmes insolubles.

Tout le problème, en effet, se ramenait à assurer une coordination efficace entre une équipe de charpentiers et une équipe de maçons. Enlevez les chefs géniaux, à qui le diplôme d'une école quelconque tient lieu de bon sens et de conscience professionnelle, abolissez les catégories et les étiquettes, et surtout la hiérarchie des chefaillons avec ou sans poigne: la solidarité naturelle des travailleurs fera le reste, et leur sens de l'observation leur permettra à coup sûr de se rendre compte qu'il manque à un bâtiment 82 dalles de béton, tandis que 50 autres ne sont pas soudées sur leurs appuis.

Seule la gestion de la production par les travailleurs eux-mêmes permettra de résoudre les problèmes qui défient l'ingéniosité des capitalistes, de mettre fin au gaspillage qui fait disparaître en fumée les trois-quarts de la production possible, et de préserver la vie de ceux qui aujourd'hui sont sacrifiés sur l'autel du rendement. Ce but peut paraître bien lointain, à l'heure où la classe ouvrière ne parvient même pas à faire front contre l'exploitation forcée qu'elle subit. Mais des catastrophes comme celles du boulevard Lefebvre viennent à tout moment nous rappeler qu'il n'existe pas d'autre solution.

Le socialisme résout le problème du Bifteck.

Pour les travailleurs polonais, la trêve des confiseurs va devenir une trêve des bouchers.

La direction du parti ouvrier unifié (communiste) a annoncé officiellement l'augmentation des prix de la viande et de la charcuterie. La viande coûtera en moyenne 16,7% plus cher (30-32% de hausse pour les meilleures qualités, 14% environ pour les qualités inférieures et 6% pour la volaille). Par contre, le prix du kilo de sucre, qui avait subi il y a quelques années une hausse importante, baisse d'un zloty (0,20 frs) la margarine de 2 zlotys et le saindoux de 5 zlotys.

Ainsi au cri de Marie-Antoinette "Ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche", pourra répondre celui de GOMULKA "Ils n'ont pas de viande, qu'ils mangent du saindoux".

Les dirigeants polonais expliquent la mesure prise par la trop grande consommation de viande. Ces ignobles morphales de prolos se permettent en effet de manger 52 kilos de viande par personne et par an, soit 10 de plus qu'en 1961. Précisons toutefois que dans l'enfer capitaliste de l'Allemagne

de l'Ouest, la même consommation est de 66 kilos.

Comme le dit avec diplomatie le correspondant du Monde: "Il reste que la population a fort mal reçu cette nouvelle, surtout dans les milieux "ouvriers".

Et il ajoute ces intéressantes précisions:

"Depuis longtemps, il est difficile d'acheter de la viande de qualité moyenne. Ainsi s'est opérée une première sélection des clients. Seuls restent ceux qui peuvent se permettre de dépenser plus d'argent et d'acheter les meilleures qualités. Le consommateur ne voit guère apparaître sur l'étal la viande de veau et le jambon qu'au moment des fêtes. La hausse actuelle du prix de la viande, dit-on, ne fera qu'éliminer du marché une nouvelle fraction de clients".

Ainsi, en Pologne "socialiste", le prix du bifteck est le même pour tous; mais il en va différemment pour les salaires.

(Informations tirées d'une correspondance du journal "LE MONDE" - Varsovie, 28 novembre.

LE SYNDICAT DU RICHE.

Un certain BUITER, Secrétaire Général de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (Libres de se prostituer au capitalisme) a fait quelques déclarations ou cours d'un passage à Paris.

On sait que cette Confédération est une simple façade des syndicats américains. BUITER le nie et il donne cet argument convaincant: "A Bruxelles, sur les 23 personnes qui constituent nos effectifs, il n'ya que 2 américains". Mais il a dû reconnaître un peu plus tôt que les syndicats américains alimentent pour un tiers le budget de la Confédération. Ici a plané le fantôme de la C.I.A.

Méprisant ces questions de gros sous, M. BUITER s'est élevé aux questions de programme. La plate-forme des syndicats pour les pays industrialisés est claire: "réaliser l'expansion, le plein emploi et l'élévation du niveau de vie sans inflation". Certains mauvais esprits demanderont en quoi ce programme diffère de celui de DEBRÉ ou de JOHNSON. Qu'ils admirent au moins l'action dans les pays sous-développés:

"Notre fierté, c'est le développement du mouvement syndical. Il a été entrepris notamment avec les trois collèges de formation qui existent depuis 15 ans en Inde, 10 ans en Ouganda et 3 ans au Mexique. Plusieurs centaines de sous-officiers lieutenants en sortent chaque année. Un peu partout les secrétariats internationaux organisent des cours financés par les grands syndicats d'Europe et d'Amérique pour enseigner comment on tient une réunion, on négocie un contrat, on place des cartes d'adhésion".

Les prolos affamés pourront toujours bouffer leur carte.

Pour la France, l'éminent expert déclare :

"Nous, syndicalistes libres, nous trouvons le reflet de notre passé dans l'activité de Force Ouvrière, et nous considérons sa contribution comme un élément important. Quand on me dit "Que faut-il faire avec F.O. ?" je réponds: "Que faut-il faire sans F.O. ?".

C'est bien vrai. Que ferions-nous sans F.O. ?

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IX^e.